

L'assassinat de Shahbaz Bhatti

●●● **Luciano Larivera s.j.**, Rome
Rédacteur à « *La Civiltà Cattolica* »¹

Shahbaz Bhatti était un chrétien humble et sérieux, un politicien héroïque et généreux. Membre du principal parti gouvernemental, le PPP (Parti pakistanais du peuple), il avait été confirmé dans son poste de ministre pour les Minorités religieuses du Pakistan, lors d'un récent remaniement gouvernemental, par le Premier ministre Yousaf Raza Gilani, du PPP aussi. Il était le seul ministre non musulman du gouvernement fédéral. Quelques semaines avant son assassinat, il avait demandé : « Priez pour moi. Je suis un homme qui a coupé les ponts avec le passé. Je ne peux ni ne veux retourner en arrière quant à mon engagement. Je combattrai l'extrémisme et me battrai pour la défense des chrétiens jusqu'à la mort. »

Bhatti avait décidé de ne pas se marier pour se consacrer à sa mission. Ce jour-là, il sortait comme d'habitude de chez lui où il habitait avec sa mère et les autres membres de sa famille. Le ministre se trouvait avec son chauffeur et une nièce dans l'automobile de service, non blindée, malgré ses demandes. Un commando terroriste a extrait Bhatti du véhicule et l'a massacré de trente coups de feu. Ces hommes ont agi sans sourciller et ont laissé sur les lieux du délit quelques pamphlets signés *Tehrik-e-Taliban-*

Punjab (le chemin des talibans du Pakistan). Le ministre n'aurait pas voulu d'escorte car son ami et collègue de parti Salmaan Taseer, gouverneur du Punjab et musulman, avait été assassiné deux mois plus tôt par un membre de son escorte sans que les autres hommes de sa protection rapprochée ne puissent intervenir.

Bhatti et Taseer ont été « punis » pour avoir lutté en faveur de l'abolition, ou du moins de la réforme, de la loi sur le blasphème du Pakistan, la racine de tous les maux des chrétiens du pays. Cette « loi noire » semble intouchable. Des voix extrémistes demandent en effet que toute demande de sa modification soit considérée comme blasphématoire. Or Bhatti voulait maintenir la Commission pour la révision de la loi sur le blasphème, révision qui faisait parti du programme du président Asif Ali Zardari, veuf de Benazir Bhutto, pour les élections du 6 novembre 2008

Le gouverneur musulman et le ministre catholique ont pris un autre risque : celui de demander la libération d'Asia Bibi, une catholique de 45 ans, mère de cinq enfants, condamnée à la lapidation en novembre 2010 pour avoir offensé le Prophète et toujours en attente de la sentence d'appel. A l'occasion du 8 mars passé, Journée internationale de la femme, l'Eglise catholique pakistanaise et les chrétiens indiens ont lancé un énième appel pour sa libération. Ils

religions

La stabilité politique du Pakistan est menacée chaque jour, et de manière systématique, par la violence et la haine ethno-religieuse. Un avertissement pour les autres pays islamiques quant à la manière dont le virus de l'intolérance religieuse peut conduire progressivement une démocratie à l'effondrement. L'assassinat de Shahbaz Bhatti, ministre pour les Minorités religieuses du Pakistan, à Islamabad, le 2 mars dernier, est en ce sens symptomatique.

1 • Une version plus développée de cet article est parue dans *La Civiltà Cattolica*, n° 3859, Rome, avril 2011, pp. 80-90.

ont affirmé qu'Asia Bibi représentait toutes les femmes qui se trouvent derrière des barreaux ou qui, bien qu'apparemment libres, sont opprimées et violentées à cause de leur sexe ou de leur foi.

Après les funérailles d'Etat dans la capitale, le martyr Bhatti fut enterré en présence de 10 000 personnes, de toutes religions, aux côtés de son père, mort quelques mois auparavant, à Khushpur, dans l'arrière-pays de Faisalabad, au Punjab. Le ministre avait passé son enfance dans ce village catholique fondé par les dominicains.

Réactions internationales

En septembre dernier, Benoît XVI avait rencontré le ministre et avait rendu hommage au sacrifice courageux du gouverneur Taseer. Depuis l'Angélus du 6 mars dernier, le pape a multiplié les déclarations et les gestes pour reconforter les catholiques pakistanais traumatisés par cet homicide : « Je demande au Seigneur Jésus que l'émouvant sacrifice du ministre pakistanais Shahbaz Bhatti réveille dans les consciences le courage et l'engagement à défendre la liberté religieuse de tous les hommes, et, de cette façon, à promouvoir leur égale dignité. » Les diplomaties occidentales ont montré leur désunion quant au climat de violence et d'intolérance qui règne au Pakistan où la loi antiblephème est utilisée comme une arme de chantage contre les minorités. Le 10 mars dernier, le Parlement européen a approuvé une *Résolution* dans laquelle il demande au Pakistan de faire la lumière sur tous les aspects de l'assassinat de Bhatti, de porter en justice et de punir les coupables, de nommer rapidement un nouveau ministre pour les Minorités religi-

euses et de poursuivre l'œuvre de son prédécesseur.² Déjà en mai 2010, à la suite de l'assassinat de Taseer, deux *Résolutions* européennes avaient demandé au Pakistan la défense des droits humains, la protection des minorités religieuses et l'abolition de la loi sur le blasphème.

Le 16 mars, le cardinal Keith O'Brien, archevêque de St Andrews et d'Edimbourg, a demandé au gouvernement britannique et aux Occidentaux de poser quelques conditions dans sa coopération avec le gouvernement pakistanais : le plein respect de la liberté religieuse, la protection des communautés chrétiennes persécutées, la défense des droits humains et l'arrêt des discriminations. Juste avant lui, l'archevêque de Cantorbéry Rowan Williams avait écrit que Shahbaz Bhatti « était mort comme un martyr non seulement pour sa foi mais pour une vision commune des chrétiens et des musulmans pakistanais ». Le prélat anglican avait lancé un appel à l'intelligentsia islamique internationale pour qu'elle s'engage à contester le populisme de l'extrémisme moderne.

Les prêtres et les religieuses du Pakistan n'hésitent pas non plus à parler de Bhatti en terme de « martyr ». De leur côté, les évêques pakistanais ont confirmé qu'« il s'agit d'un parfait et tragique exemple du climat insoutenable d'intolérance dans lequel nous vivons au Pakistan. Nous demandons au gouvernement, aux institutions, à tout le pays, de reconnaître et d'affronter de telles questions pour mettre un terme à cet état des choses où la violence triomphe. » Ils ont également envoyé la

2 • Paul Bhatti, le frère de Shahbaz, a depuis été nommé conseiller spécial du Premier ministre pour les Minorités religieuses. (n.d.l.r.)

demande au Saint-Siège pour que Bhatti soit proclamé martyr, tué *in odium fidei* (en haine de la foi). L'imam de la mosquée de Badshahi à Lahore, Mohammad Azam, choqué par la mort de son « bon ami » Bhatti, a dénoncé le fait que « les gens n'ont plus le droit d'exprimer leurs propres opinions ». Il a ajouté que « ceux qui ont revendiqué l'assassinat ne sont pas musulmans ni même des êtres humains... [car] l'islam est une religion de la paix qui enseigne le respect des minorités ».

Chaos politique

Malheureusement, les homicides motivés par la religion sont présentés publiquement par des extrémistes islamiques comme des actes qui plaisent à Dieu et qui garantissent le salut immédiat. L'Etat pakistanais n'arrive ni à prévenir ni à sanctionner la violence contre les minorités. Au contraire, la haine religieuse est même alimentée dans les écoles publiques. Les manuels scolaires officiels ne mentionnent pas les minorités religieuses, qui sont considérées comme ne faisant pas partie de la nation. A côté de l'instruction ainsi déformée, on trouve aussi des prédicateurs dans les mosquées, à la télévision et sur Internet qui déclament la liste des ennemis à abattre et alimentent la culture de l'intolérance religieuse. Se trouve actuellement à l'index la députée Sherry Rehman qui, en 2010, avait proposé de modifier la loi sur le blasphème. Son parti, le PPP, l'a contrainte à retirer l'initiative. Elle vit semi-recluse et reçoit continuellement des menaces de mort. Pour d'autres, il ne reste plus qu'à chercher asile à l'étranger.

3 • Mouvement religieux dérivé de l'islam à la fin du XIX^e siècle.

En plus des chrétiens du Pakistan, les ahmadis³ sont légalement persécutés non en tant qu'hérétiques, mais comme non-musulmans ! C'est pourquoi ils ont boycotté les élections. On observe aussi des tensions entre les deux écoles sunnites des Deobandi et des Barelvi. La violence religieuse est donc systématique et peut toucher n'importe qui. Les victimes des extrémistes tombent, tout comme les militants des droits humains, tel Naeem Sabir, tué dans la province du Beluchistan le 1^{er} mars dernier.

Le pays souffre de nombreux déchirements ethniques et politiques. Le climat d'intolérance est alimenté par des extrémistes assassins et leurs leaders religieux radicaux, mais également par des avocats, des journalistes, des politiciens aux visées hégémoniques. Les extrémistes religieux se sont également infiltrés dans les Forces armées et les services secrets, qui soutiennent les talibans afghans mais sont en conflit avec une partie des talibans pakistanais, coordonnés de leur côté avec les jihadistes qui luttent pour l'annexion du Cachemire indien au Pakistan. La constellation des

religions

Shahbaz Bhatti



religions

groupes extrémistes est large et nébuleuse. Derrière le paravent des activités éducatives et caritatives, leur recrutement se renforce dans les *madrassa* (écoles coraniques) et les camps de réfugiés afghans ou de déplacés à la suite des inondations de l'été passé.

A cela s'ajoute le fait que les forces armées ont un fort pouvoir de veto sur le gouvernement, même si elles ne semblent pas disposées à un coup d'Etat, car elles sont conscientes que la solution aux problèmes sociaux et économiques du pays se trouve hors de leur portée. Les militaires ne veulent pas risquer l'impopularité.

Enfin, le gouvernement et la magistrature en particulier semblent avoir capitulé devant les ingérences des extrémistes et des services secrets pakistanais. La loi anti-blasphème, dans ses applications variées, justifie la terreur politique et décourage les Pakistanais libéraux. Les musulmans modérés sont littéralement broyés par l'autorité des Forces armées, par le fanatisme religieux et l'ingérence des pays étrangers qui favorisent la corruption, l'abus de pouvoir et les crimes contre les droits humains, comme la torture. Les revendications sociales sont donc devenues l'apanage des fondamentalistes, qui pourtant n'ont pas les instruments culturels, techniques et bureaucratiques nécessaires pour résoudre les problèmes du sous-développement économique chronique du pays.

L'intimidation et l'impunité des violences extrémistes (et des représailles militaires) sont les pivots autour desquels se gère le chaos pakistanais. Au bout du compte, l'identité nationale, déjà fragile, risque bien de s'évanouir. Pire encore, bien qu'improbable : on ne peut exclure que l'anarchie croissante pakistanaise permette aux groupes jihadistes de se

rendre maîtres du matériel et des armes atomiques, dont les Etats-Unis semblent ignorer l'emplacement.

Religions instrumentalisées

Pour bloquer la spirale autodestructrice, un nouveau pacte social pakistanais devrait impérativement exiger le rétablissement rapide d'un système juridique pénal qui fonctionne. Cela inclut nécessairement la réforme radicale de la loi anti-blasphème qui justifie l'usage extrajudiciaire de la violence, également contre celle ou celui qui quitte l'islam pour une autre religion. A moyen terme, il est indispensable que le système scolaire public s'ouvre à une éducation plus moderne, susceptible de donner aux élèves des compétences professionnelles, mais aussi de les former à de nouvelles idées de justice et de leur présenter une vision de l'histoire du pays « capitalisant » la richesse du peuple polymorphe du Pakistan.

Cela ne se fera pas sans des dépenses militaires moins disproportionnées. La paix avec l'Inde et l'Afghanistan doit être considérée comme indispensable, car le conflit au Pakistan n'est pas d'ordre religieux mais bien politique, avec le risque d'une guerre civile. Le dialogue interreligieux est impuissant lorsqu'une religion est utilisée comme un instrument de pouvoir, d'oppression et de sous-développement.

L. L.

(traduction : Th. Schelling)